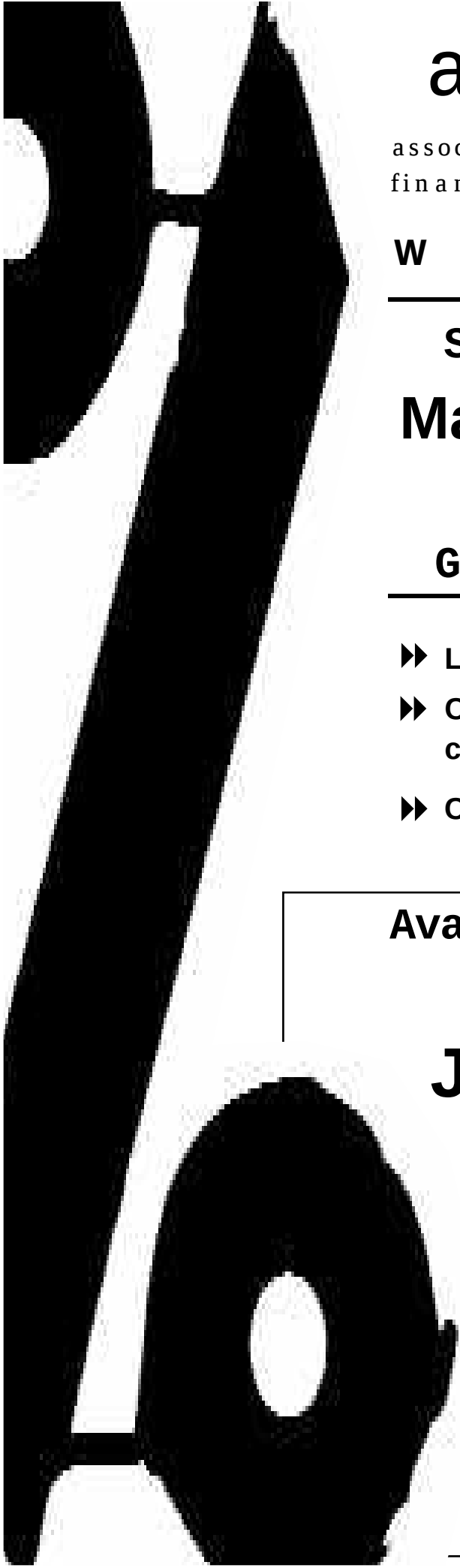




attac Suisse

association pour une taxation des transactions
financières et l'aide aux citoyen-ne-s

W W W . a t t a c . o r g

Samedi 10 novembre 2001

Manifestation nationale et pacifique

Genève, 14h00 Place Neuve

- ▶▶ Le monde n'est pas une marchandise
- ▶▶ Contre l'OMC et un "libre" échange
créateur d'inégalités
- ▶▶ Contre l'usage de la guerre pour l'imposer

Avant la manifestation:

Conférence de Jean-Pierre Berlan

Collaborateur au Monde Diplomatique

**«La menace du complexe
génético-industriel»**

**11h00 à la Maison des
Associations**

Rue des Savoises 5, Genève

NON au bradage mondial des services publics !

Annoncé en fanfare, le nouveau cycle de négociations commerciales multilatérales, dit "Cycle du millénaire" avait piteusement capoté en novembre 1999 à Seattle, lors de la conférence ministérielle de l'Organisation Mondiale du Commerce. Mais cet échec n'a nullement empêché les pays membres de reprendre tout de suite les négociations. Ce qui se concocte actuellement à huis clos sur le commerce des services est très exactement ce qui avait été spectaculairement refusé à Seattle: la mainmise des sociétés transnationales (STN) sur de nouveaux secteurs et la marchandisation programmée des services publics, notamment des secteurs de la santé et de l'éducation!

La "liberté d'investir" contre les droits fondamentaux

L'Accord Général sur le Commerce des Services (AGCS), établi en 1994, est le premier accord multilatéral sur les investissements à être conclu sur l'ensemble des services. La notion d'investissement qui avait déjà été au centre des préoccupations de l'Accord multilatéral sur les investissements (AMI), échoué en 1998 après une importante campagne citoyenne. Or qu'est-ce que l'investissement? Encore récemment, Klaus Schwab, le directeur du World Economic Forum de Davos, ne prétendait-il pas que "lors des trente dernières années,

100 millions de personnes ont dépassé le seuil de pauvreté grâce aux multinationales qui ont

investi dans les fabriques, en créant des emplois, en soutenant les familles, etc."? Ne faut-il donc pas tout faire pour encourager l'investissement? Répondons par un simple rappel: les STN ne sont pas créatrices d'emploi. Bien au contraire, les quatre cinquièmes des investissements directs à

aujourd'hui dans le secteur des services, et en particulier dans les branches qui connaissent une augmentation de la demande sociale. Dans ce cadre, la santé et l'éducation sont en train de se révéler comme les plus lucratifs de tous les services. La santé est considéré comme un marché



l'étranger ne créent aucun emploi car ils correspondent à des fusions ou des rachats d'entreprises existantes. Ainsi "investissement" signifie en réalité concentration accrue des très grandes firmes sur les différents marchés et appropriation des richesses au bénéfice de certaines catégories sociales concentrées dans un petit nombre de pays!

Attaque généralisée contre l'éducation et la santé

Ainsi, en renégociant l'AGCS, ce sont les conditions d'une emprise sociale globale que les intérêts économiques les plus puissants au monde cherchent à établir pour eux-mêmes au détriment des droits élémentaires tels que le droit à la santé ou le droit à l'éducation. La moitié du total des investissements directs à l'étranger se fait

annuel de 3'500 milliards de dollars dans le monde, l'éducation représentant 2'000 milliards. Toutefois, dans ces secteurs, le mouvement des capitaux est (encore) entravé par de nombreuses législations nationales "contraignantes". C'est pourquoi les grands groupes de services s'emploient activement pour promouvoir leur libéralisation. Si dans les négociations précédentes, les Etats les plus intéressés à trouver de nouveaux marchés ont usé de toutes les tactiques pour imposer aux pays pauvres les secteurs qu'ils devaient ouvrir au marché international, l'AGCS concerne aussi et surtout les pays riches: plus de 85% de l'investissement direct proviennent des pays de l'OCDE, mais 80 % s'y dirigent également. C'est là que les grands groupes font l'essentiel de leurs profits, et c'est là qu'ils



veulent avoir les mains totalement libres!

Il est dès lors décisif de lier le combat contre l'AGCS aux luttes contre les relais de cette politique néolibérale dans nos pays. En Suisse aussi, les politiques de libéralisation et de privatisation ont bien avancé ces dernières dix années. Ainsi, pour ne donner qu'un seul exemple, le plan de démantèlement du réseau postal, annoncé en début d'année, montre bien que des régions entières ne feront pas partie d'un "monde mondialisé" qui correspond aux projets des futurs investisseurs!

La lutte pour le service public est une lutte pour un autre monde possible!

Face à ces projets, des résistances ont vu le jour, que ce soit les protestations d'usagers et de militants syndicaux qui ont eu lieu dans plusieurs régions de la Suisse à l'occasion du démantèlement en cours du réseau postal, mais aussi

les mobilisations contre les contre-réformes dans les secteurs de la santé et de l'éducation. Ces mobilisations sont indispensables pour créer le rapport de forces sans lequel le bradage des services publics ne saurait être arrêté!

La santé et l'éducation, mais aussi l'énergie, l'eau ou les transports ne sont pas des biens ordinaires; ils répondent à des besoins sociaux essentiels de la population dont la satisfaction doit être garantie collectivement et ne saurait être soumise à des intérêts privés.

Ainsi, les enjeux sont politiques autant qu'économiques et demandent une réponse politique: il ne suffit désormais plus de tenter d'aménager les règles d'un système aux implications désastreuses pour l'ensemble des populations du globe – en proposant, par exemple de simples amendements à l'AGCS. Une action à ce niveau serait pour le moins fortement limitée par la concentration de pouvoirs financiers, industriels et commerciaux

cristallisée dans les STN et face à la très grande force institutionnelle que l'OMC tire de compétences juridictionnelles uniques. Il semble dès lors urgent d'ouvrir à nouveau le débat sur les contours que devrait prendre une société capable de mettre l'ensemble des ressources productives du monde au service des besoins et des aspirations de la majorité des habitants de la planète.

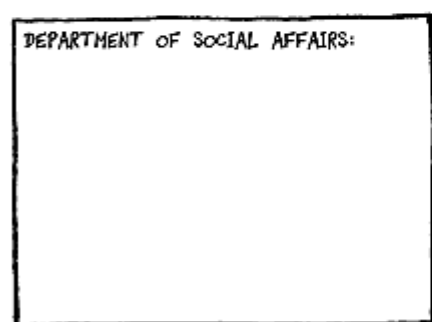
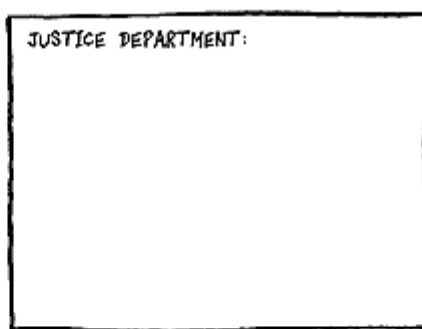
Etat de guerre global

Ceci est d'autant plus vrai après le 7 octobre, date à laquelle le gouvernement américain, avec le soutien d'une puissante coalition de pays industrialisés, a commencé à bombarder les villes d'Afghanistan. Au nom "d'une guerre contre le terrorisme", on assiste à une véritable destruction d'un pays qui compte parmi les plus pauvres de la planète. Sa population, qui a déjà subi plus de 22 ans de guerre civile et d'intervention étrangère, connaît depuis quelques années une famine meurtrière, que les bombardements ne vont qu'aggraver!

Les conséquences de cette gigantesque entre-prise militaire ne s'arrêtent cependant pas aux prévisions d'un effroyable bilan humain et social dans cette région, mais se déploient plus largement: Si le fondamentalisme réactionnaire des Talibans en est la première cible, cette guerre du "Bien" contre le "Mal" risque d'être bien plus ample. Car les attentats criminels du 11 septembre ont ouvert la voie à un redéploiement de la



WORLD GOVERNMENT



CHAPARTE

Non à la nouvelle guerre impériale!

super-puissance mondiale et de ses alliés. A travers ces opérations militaires, ils affirment leur prétention à être les garants de l'ordre mondial en place ainsi que leur pouvoir d'intervenir militairement où bon leur semble: Qui sait si demain, ce ne sera pas le peuple colombien, sa population paysanne et ses organisations syndicales qui seront touchés de plein fouet par une intensification de l'intervention américaine, déjà en place à travers le Plan Colombie?

Le climat de "mobilisation nationale" dans les pays du Nord est par ailleurs utilisé comme "corset" pour étouffer et décrédibiliser toute forme de protestation: Alors que les pressions à la flexibilité et les licenciements sont toujours monnaie courante sur les lieux de travail, les salarié·e·s sont désormais invité·e·s à redoubler de zèle et à se serrer les coudes pour faire face aux pressions économiques. Sans parler des droits démocratiques et sociaux qui sont à présent remis en cause par un résurgence

des politiques sécuritaires.

Comme l'AMI ou l'AGCS, cette guerre répond directement aux intérêts économiques des puissances industrielles, qui cherchent par tous les moyens à s'approprier l'accès et le contrôle de ressources vitales pour leurs économies. Dans ce cas précis: les richesses en gaz et en pétrole des territoires d'Asie centrale.

Libre-échange et valeurs occidentales

Il ne surprend dès lors pas que l'OMC soit restée décidée, malgré la guerre, à se réunir au Moyen Orient: Avant les terribles événements du 11 septembre et la guerre qui est désormais déclenchée, les chances de lancer un nouveau cycle semblaient très minimes. Les contradictions entre les pays riches du Nord et l'écart entre ceux-ci et les pays pauvres du Sud était trop flagrant. Aujourd'hui, les Etats Unis peuvent désormais compter que l'important soutien à sa guerre contre le terrorisme soit bénéfique

à leurs projets économiques. Robert Zoellick, représentant américain pour le commerce extérieur, ne peut dissocier lutte contre le terrorisme et soutien au libre-échange et a déclaré que le libre-échange "promeut les valeurs qui sont au cœur de cette lutte de longue haleine". Ainsi, les Etats puissants montrent qu'ils n'éluderont pas leurs responsabilités planétaires, y compris la défense du libre-échange contre les menaces terroristes et les adversaires de la globalisation!

Le 11 septembre, plus de 35 000 enfants sont morts de faim de par le monde, beaucoup à cause de la politique imposée par la Banque mondiale et l'OMC, qui font passer les intérêts des multinationales avant la justice sociale et promeuvent un monde de gagnants et de perdants. Face à cette guerre – militaire et commerciale – une réponse s'impose: celle du maintien des luttes venues d'en bas, qui à travers la planète revendiquent des alternatives à la mondialisation du capital!

Départs des trains pour Genève

Zürich:	7h34	Basel:	7h27	Lausanne:	9h56	Delémont:	8h03
Bern:	8h47	Fribourg:	9h09	Neuchâtel:	8h57	Bienne:	8h38
						Sion:	8h59

Contactez ATTAC

Vaud

Case postale 34
1000 Lausanne 20
vaud@attac.org

Bienne

Case postale 4314
2500 Bienne 4
bienne@attac.org

Fribourg

Case postale 129
1703 Fribourg
fribourg@attac.org

Jura

Case postale 37
2740 Moutier
jura@attac.org

Genève

Maison des
Associations
Case postale 5427
1205 Genève
geneve@attac.org

Neuchâtel

c/o André Babey
Soguel 13
2035 Corcelles
neuchatel@attac.org

Valais

suisse@attac.org

Bern

Postfach 520
3000 Bern 9
bern@attac.org

Zürich

Postfach 7457
8023 Zürich
zurich@attac.org

Basel

Postfach
4002 Basel
basel@attac.org

Ticino

Casella postale 1057
6501 Bellinzona
ticino@attac.org

Schweiz/Suisse
suisse@attac.org

...et le 26.1.2002: Conférence internationale
«L'Autre Davos» au Volkshaus de Zurich.